

## Christophe Ramaux : « Un manque de patriotisme économique »

*Bernard Arnault a-t-il eu raison de rencontrer Donald Trump ? La réponse de Christophe Ramaux, enseignant à Paris 1 et membre du collectif des Économistes atterrés*

Propos recueillis par Antoine d'Abbundo, le 10/01/2017 à 17h09

La rencontre largement médiatisée entre le président milliardaire, Donald Trump, et le milliardaire président du groupe de luxe LVMH, Bernard Arnault, montre que la chose publique se porte mal.

Durant la campagne, le candidat républicain s'est fait élire en se présentant comme le champion du petit peuple américain. Or, on voit clairement qu'il est en réalité le candidat des riches. Il suffit pour s'en convaincre de regarder la composition de son équipe. Il s'agit pour l'essentiel de banquiers et d'industriels qui tous prônent une déréglementation financière et une baisse d'impôts pour les plus fortunés et les sociétés.

Que Trump se soucie de l'emploi aux États-Unis n'est pas choquant. Qu'un dirigeant politique remette à l'honneur l'intervention publique pour lutter contre le chômage est même quelque chose dont on peut se réjouir. En revanche, la façon extrêmement agressive dont il s'y prend, en relançant le dumping fiscal entre États, est préoccupante pour la suite.

C'est dans ce contexte politique que la visite d'allégeance de Bernard Arnault à Donald Trump n'est pas un bon signal. On est dans l'ordre du symbole, mais la symbolique est importante.

À la différence de l'Allemagne, nous avons en France un patronat qui se joue et se contre-moque des frontières. Le seul objectif des chefs d'entreprise semble être de

satisfaire les actionnaires, parfois au détriment de la croissance et de l'emploi. C'est un patronat qui manque de patriotisme économique, qui considère qu'il s'agit d'une valeur dépassée à l'heure de la mondialisation.

Comprendons-nous bien : d'un point de vue économique, il est légitime qu'une entreprise cherche à produire au plus près de ses clients. À ce titre, on peut comprendre que le groupe LVMH veuille agrandir son entreprise en Californie et construire une nouvelle usine en Caroline ou au Texas, comme l'a annoncé Bernard Arnault dans le hall de la Trump Tower.

Mais on aimerait qu'il fasse la même chose ici. Qu'il ait le même souci de l'investissement et de l'emploi en France. Car après tout, ce fleuron de l'économie française doit aussi beaucoup au pays et à la puissance publique qui a accompagné et permis sa croissance en mettant à sa disposition des infrastructures, un réseau éducatif...

Je me demande surtout ce que diraient Bernard Arnault et le grand patronat français si un président français adoptait la même posture que Donald Trump, menaçant les entreprises qui délocalisent leurs activités de représailles. Je suis sûr qu'ils ne manqueraient pas de fustiger une telle politique de protection commerciale.

C'est pourtant cette politique qui manque à la France et à l'Europe. L'Union s'est construite comme une vaste zone de libre-échange des biens et des capitaux où les États sont mis en concurrence pour gagner des parts de marché, ce qui est destructeur de croissance et d'emploi. C'est cela qu'il faut changer. L'anecdote de la rencontre entre Bernard Arnault et Donald Trump pose ce problème de fond.